

## **Commentaires sur l'analyse de marché de l'Arcep sur les Liaisons Louées - 130106**

---

Nous nous félicitons de la qualité et du sérieux de l'analyse réalisée par l'Autorité sur le marché des liaisons louées, dont nous partageons globalement les conclusions.

Nous souhaitons néanmoins apporter les précisions suivantes sur certains aspects :

### **1- Sur l'obligation d'orientation vers les coûts des offres Transfix et LA-LPT**

Nous partageons la nécessité de maintenir une obligation d'orientation vers les coûts :

- sur les liens Transfix 64 Mbps et 2 Mbps, et en conséquence sur l'ensemble minimal élargi aux liens de débit intermédiaire ;
- sur l'ensemble des liens LA-LPT.

Néanmoins, nous estimons nécessaire que l'Autorité précise très clairement et fasse appliquer sans délai ces règles d'orientation vers les coûts, afin de mettre un terme à des dysfonctionnements manifestes du marché extrêmement préjudiciables aux opérateurs alternatifs.

En effet, malgré une obligation d'orientation vers les coûts déjà existante (au titre de la directive Liaisons Louées, ou au titre de l'offre d'interconnexion), nous constatons :

- l'absence de toute évolution tarifaire depuis deux ans de l'offre LA-LPT,
- l'absence de toute évolution tarifaire depuis plus de deux ans de l'offre Transfix.

Du fait de cet immobilisme, les tarifs de ces offres se retrouvent aujourd'hui totalement décorrélés non seulement des coûts de France Télécom, mais également des tarifs d'autres offres telles que Turbo DSL / DSL Entreprise.

De fait, nous constatons des écarts d'un facteur 5 à 10 entre une liaison louée et un accès DSL Entreprise de débit similaire. Cet écart ne nous semble justifié par aucun argument de coût, d'autant que :

- les équipements utilisés par France Télécom pour construire ses offres de liaisons louées sont largement amortis ;
- il s'agit d'un réseau qui ne sera a priori pas renouvelé, du fait des migrations progressives vers d'autres technologies (DSL, ou offres très haut débit).

En l'absence de baisse très forte et immédiate de ces tarifs, les opérateurs se retrouvent contraints de reverser des montants injustifiés à France Télécom sur le marché de gros, alors que dans le même temps, la ligne de produit Oléane commercialise sur le marché de détail depuis novembre 2005 des offres d'accès Internet et de VPN dans lesquelles les accès construits sur support liaison louée sont tarifés au prix du support DSL.

Aussi, il nous apparaît nécessaire de procéder au plus tôt à des baisses très significatives des tarifs de gros et de détail des liaisons louées, pour replacer ces produits dans un contexte de coûts et de marché plus réaliste, et permettre aux opérateurs de répliquer dans des conditions économiquement viables les offres de détail d'Oléane.

### **2- Obligation de publication des offres de gros et de détail**

Afin de permettre un contrôle efficace de l'obligation de répliquabilité des offres de détail par les offres de gros, il est impérieux de maintenir une obligation pour France Télécom de publier, au-delà des offres de référence imposées par l'Autorité, l'ensemble de ses offres de gros ou de détail sur le marché des liaisons louées ou basées sur un support liaison louée, avec un préavis suffisant que nous évaluons à au moins deux mois. Cette notification préalable permettrait à l'Autorité de s'opposer à la commercialisation de l'offre, si les conditions de la répliquabilité ne sont pas effectives sur le marché de gros, tant au niveau opérationnel que technique ou financier.

Il ne s'agit pas d'un contrôle des tarifs de l'offre de détail, mais d'un contrôle de la répliquabilité de l'offre de détail à partir de l'offre de gros.

Cette obligation de communication préalable a montré toute son efficacité dans le cas de l'offre de détail PackLan : si cette offre n'avait pas été présentée à l'Autorité préalablement à sa commercialisation, France Télécom n'aurait probablement de lui-même jamais proposé l'offre de gros intermédiaire CE20.

Aujourd'hui cette obligation reste nécessaire, pour rééquilibrer une asymétrie répétée préjudiciable aux opérateurs alternatifs du fait du contrôle persistant de France Télécom sur les marchés amont et aval de capacités aux entreprises ou aux opérateurs.

Ainsi,

- l'offre Aircom a été proposée par France Télécom aux opérateurs mobiles dans une structure tarifaire qui ne permet pas aux opérateurs, et typiquement aux opérateurs de dégroupage, de la répliquer ;
- les offres Olean d'accès Internet et VPN, proposent sur le marché de détail des raccordements sur support Liaisons Louées au même tarif que les offres DSL, soit 3 à 4 fois en dessous des coûts d'achat opérateurs ;
- l'offre VPN HD n'a été présentée que de façon sélective par France Télécom, avec des décalages de près de 6 mois entre certains opérateurs, dont neuf cegetel, et sans communication des tarifs, au motif que chaque lien devait faire l'objet d'une cotation spécifique.

Dans ces trois exemples, le marché subit un dysfonctionnement fautif, préjudiciable à la collectivité, et dont l'arrêt, et éventuellement la réparation, sera directement dépendante de la capacité d'un acteur à acter en justice. Celle-ci est, en l'absence de mesures adaptées de publication préalable, beaucoup plus complexe sur le marché entreprise que sur le marché résidentiel, notamment du fait des obligations de confidentialités qui pèsent sur les clients finals.

La répétition des manquements rend en pratique impossible une application systématique des règles de droit commun.

A l'inverse, une obligation de transparence sur les offres de gros et de détail commercialisées par France Télécom basées sur des Liaisons Louées permet au Régulateur de s'assurer de la loyauté de la concurrence dans des procédures simples et réactives, en minimisant les impacts délétères pour la collectivité, et de ce fait est totalement proportionnée à l'objectif poursuivi.

### **3- Interdiction des subventions croisées entre les offres de gros de France Télécom**

Au-delà des obligations de répliquabilité, d'orientation vers les coûts et de transparence, il nous apparaît nécessaire de s'assurer, à travers une obligation de séparation comptable, de l'absence de subventions croisées sur le marché de gros et sur le marché de détail, notamment entre les offres de débits < 10 Mbps et les offres à très haut débit, ou entre les zones concurrentielles et celles qui ne le sont pas.

Notamment, l'avance temporelle de France Télécom sur la couverture du territoire national en infrastructures Très Haut Débit lui donne une position dominante sur une partie significative du marché qui ne doit pas, en l'absence de réelle concurrence sur ce marché (au travers un accès ouvert aux infrastructures par exemple), être utilisée par France Télécom pour mettre en œuvre sur ces territoires, des tarifs de gros ou de détail élevés lui permettant de subventionner ses prestations sur les zones en concurrence.

Nous comprenons par exemple que l'offre VPN HD propose des tarifs de liens SDH inférieurs à ceux des liaisons LPT, car commercialisés sur un périmètre géographique plus restreint, donc supportant des coûts inférieurs à l'offre LPT commercialisée nationalement.

Cette situation est d'autant plus inadmissible, qu'il n'est pas possible pour un opérateur alternatif de s'interconnecter avec l'offre VPN HD, et donc, d'utiliser ou de répliquer l'offre.

### **4- Obligations portant sur la mutualisation des interconnexions avec France Télécom**

Il nous paraît important d'imposer à France Télécom, dans un souci d'efficacité et d'optimisation, et de façon comparable aux obligations applicables sur le marché du Haut-Débit, l'obligation de mutualisation des éléments de réseaux communs à ses différentes offres :

- mutualisation des points de concentration entre les différentes offres : SRHD, CFTSA, ... ;

- mutualisation des portes de collecte et/ou d'interconnexion.

En effet, de la même façon que les portes de collecte ATM ont permis de mutualiser de nombreux trafics, notamment DSL (ADSL Connect ATM, Turbo DSL), et de capacité (Multi-NRA, CE20), il est essentiel que ce principe soit appliqué :

- aux offres de capacité existantes,
- et aux offres à venir, en tenant compte des évolutions du réseau de France Télécom vers l'IP et l'Ethernet, qui sera à la fois le support de ses nouvelles offres DSL (évolution du mode de collecte ATM vers Ethernet à compter de 2006), et de capacité.

Une gestion efficace du réseau doit donc conduire à la plus grande mutualisation des futurs points de concentration, conditions de pénétration et d'hébergement, et portes de collecte Ethernet.

Il est par exemple aujourd'hui préjudiciable que l'offre VPN HD, en partie construite sur support SDH pour un certain nombre de débits, ne soit pas interconnectable avec les nœuds de concentration LPT, et avec de nouveaux nœuds de concentration DWDM ou Ethernet pour les débits plus importants.

Il convient par ailleurs de maintenir un niveau de capillarité suffisant et homogène entre les offres pour permettre aux opérateurs capillaires d'optimiser leurs coûts de transport.

#### **5- Obligations portant sur la qualité de service des offres de gros**

Nous partageons l'obligation d'enrichir la qualité de service et les options de l'offre LPT, qui restaient très en deçà de l'offre Transfix, et de publication d'indicateurs qui permettront de s'assurer de cette répliquabilité.